

Paris, le 13/12/2012

CONTRIBUTION DE LA CMJCF (Confédération des MJC de France)
Siège national : 168 bis rue Cardinet, 75017- Paris

**« POUR UN GRAND PROJET NATIONAL ART ET CULTURE OUVERT
AUX DROITS CULTURELS DE LA POPULATION, ET DES JEUNES
GENERATIONS EN PARTICULIER »**

Pour faciliter la compréhension des analyses et des propositions que nous voulons défendre ainsi que la synthèse de l'ensemble des contributions qui seront produites, nous allons structurer notre contribution de la CMJCF par :

- une introduction constituée de la contribution commune des fédérations d'éducation populaire, signataires de la charte culture éducation populaire avec le MCC et qui ont fait le choix d'une présentation collective le 6 décembre 2012 (texte adressé par ailleurs)
- un développement en fonction des cinq grandes thématiques proposées par le comité de consultation, qui s'appuiera sur l'expérience collective des MJC.

Nous choisissons de ne pas employer le concept d' « accès à l'art et à la culture » car celui-ci a maintenu trop longtemps l'idée, sous un vocable apparemment doté de vertu républicaine égalitaire, que l'art et la culture, seraient, en fin de compte réductibles à une somme d'œuvres, de productions, de métiers, de lieux, etc ... que l'on pourrait identifier de façon autonome, à l'écart de la puissance créative et perceptive de la population. Or, c'est essentiellement le peuple qui crée, transmet et transforme en permanence la richesse de sa production matérielle, sociale, sensible, intellectuelle, symbolique.

Thématique 1- Développer et articuler les différentes actions proposées aux jeunes

Les 400 000 adhérents des activités artistiques, physiques et sportives, scientifiques, ludiques, culturelles sont dans nos MJC locales car ils s'y sentent **libres d'y venir ou pas.**

Les enfants y viennent sur prescription familiale et/ ou scolaire ; les ados viennent y chercher d'abord, entre pairs, **un espace de liberté**. Un espace, où l'on peut venir et revenir de façon autonome, éloigné du contrôle de la famille et de l'institution scolaire, mais néanmoins un lieu social et culturel ouvert, avec des valeurs qui se concrétisent par des règles de vie collectives, des horaires et des jours appréciés par leur grande amplitude d'ouverture.

Un lieu apprécié par sa grande ouverture à tous et à toutes, où l'on n'est pas obligé de se catégoriser dès l'entrée par une démarche formelle d'inscription, par un choix immédiat, par quelque chose à payer, par des papiers à montrer,...

Les jeunes adultes quittent, quand ils le peuvent, leur environnement juvénile à la recherche d'études, de formation, de travail, d'autonomie, d'ailleurs... Ils reviennent dans les MJC après quelques années, s'il en existe dans leur nouvel environnement, avec leurs amis, leurs enfants, ...ou seuls, car ils savent que les portes sont ouvertes à une diversité de rencontres, de découvertes, de pratiques, de solidarités.

La présence de 1300 MJC (deux fédérations) constitue pour la population un patrimoine public et culturel ouvert, diversifié, stable et néanmoins novateur dans le champ de possibles qu'il représente à tous les temps de la vie.

Les activités constituent une « offre » en évolution permanente sous l'effet de :

- la négociation constante des espaces, du matériel, des ressources humaines,
- des demandes, des opportunités,
- des financements publics qui viennent, ou pas, soutenir les participations financières des adhérents
- des projets qui modifient les attentes, créent de nouvelles demandes...

Les démarches d'engagement dans laquelle les adhérents et particulièrement les jeunes, bénévoles, volontaires, stagiaires, professionnels... s'impliquent massivement dans nos structures MJC , permettent de nous libérer d'une logique de l'offre conçue unilatéralement par des cahiers des charges ou des professionnels, en fonction de leurs compétences immédiates, de leur propre vision de leur mission, de leur métier, de la culture...

Dans nos structures, la pluralité des facteurs et des acteurs de la décision se démarque d'un système institutionnel de la culture où des cultures professionnelles assez homogènes et des moyens modélisés constituent in fine un système de filtres efficace pour produire des inégalités et une offre de pratiques artistiques et culturelles que les usagers, et encore moins la population, ne peuvent vraiment questionner ou remettre en cause.

Pour développer et articuler les activités et actions culturelles, nous proposons de reconnaître et de valoriser les démarches qui partent des personnes et des collectifs de personnes, cela nous paraît aller dans le sens d'une logique de redistribution plus juste de la richesse et dans une démarche de reconnaissance de l'égalité des personnes en droits et en dignité. Ces demandes ou ces initiatives doivent pouvoir s'enrichir de l'expérience collective, des connaissances et pratiques des experts, des chercheurs,...

Un jeune qui apprend à jouer de la clarinette dans une MJC doit avoir la même aide publique que s'il le fait dans un Conservatoire : principe d'égalité républicaine.

Nos propositions pour les différents sous thèmes de cette 1^è partie :

- des politiques publiques qui **encouragent le décroisement des fonctions** d'éveil, de sensibilisation, d'initiation, de formation, de parcours d'éducation artistique et culturelle, de création , de diffusion , de débat et de rencontre (les unes ne prennent véritablement sens que par rapport aux autres), **par le décroisement du financement des actions**
- des politiques publiques de **soutien à des lieux ressources pour l'art et la culture, ouverts à tous et multivalents** (qui réconcilient les pratiques d'appropriation des patrimoines et les pratiques de création contemporaine)
- apport de financements publics pour l'art et la culture , **non pas en fonction du statut de la structure mais en fonction de sa démarche, de son projet, de sa capacité à fédérer la population et la diversité des acteurs.**
- **renoncement aux « chèques culture »** proposés par certaines collectivités aux jeunes, ces chèques individuels sont utilisés comme une consommation immédiate de biens culturels et ne valorisent pas les notions de créativité, d'appropriation des patrimoines, de parcours éducatif
- apport de financements publics **aux structures qui proposent aux jeunes des parcours éducatifs en lien avec des espaces de création en amateurs et de diffusion dans le champ artistique et culturel**

En ce qui concerne la démarche de parcours éducatif et l'attendue complémentarité des temps (scolaire, péri scolaire, extra scolaire), et compte tenu de l'actualité de l'évolution des rythmes journaliers / hebdomadaires, notre Confédération, nos fédérations régionales et nos associations locales

- **affirment la nécessité d'une place de l'EAC assurée par des personnels qualifiés,**
- **proposent d'être des acteurs actifs de la décision publique, des modalités de la concertation, de la mise en œuvre et de l'évaluation**

Parmi les nombreuses MJC qui agissent dans le sens d'un parcours éducatif EAC, d'un décloisonnement des pratiques formation/création/diffusion, d'une écoute de la population, avec une capacité d'initiative, d'expérimentation et d'adaptation remarquable, citons par exemple

- *la MJC Ménival à Lyon avec son Ecole de cirque, lieu de formation et de rencontres, avec sa scène Découverte dans et hors les murs, ses artistes en résidence, l'engagement de ses amateurs,..*
- *les MJC du Grand Cordel à Rennes et la MJC de Torcy en Seine et Marne sont des lieux de ressources pour la population, les artistes, les jeunes artistes émergents, les établissements scolaires et universitaires, ..., dans le domaine de l'art contemporain et des arts plastiques en lien avec d'autres disciplines (livre, musique, danse ..)*
Une quarantaine de jeunes de la MJC de Torcy accompagnés de leurs animateurs (secteurs jeunes et arts plastiques) participent toute l'année aux initiatives artistiques et culturelles du Studio 13/ 16 du Centre Pompidou, à la création duquel ils ont contribué activement depuis bientôt quatre ans, aux côtés d'autres jeunes d'autres MJC de MJC de Paris et banlieue.

La MJC du Grand Cordel a initié, comme la MJC Maison de l'enfance d'Annecy les Teppes et beaucoup d'autres, avec des années d'expérience et de recul aujourd'hui, des parcours d'éveil sensoriel pluridisciplinaire du corps, pour la toute petite enfance.

- la MJC de Créteil Montmesly relie les ressources et initiatives multiples des animateurs et des spectateurs de sa salle art et essai, la Lucarne, s'implique dans tous les dispositifs scolaires, dédie un grand secteur d'activités à la création artistique numérique et à la diffusion de la culture scientifique et technique. La MJC vient aussi de démarrer avec des jeunes une deuxième session d'expérimentation de « Reporters citoyens ».

- la grande démarche artistique, culturelle et citoyenne initiée par six fédérations avec DGLF LF et chercheurs du CNAM, pour créer et animer le projet national Paroles partagées (repérage, invention d'outils, formations, forums régionaux, concours radio,site,..)

Thématique 2 - Favoriser une approche territoriale et partenariale de l'EAC

Nous considérons que celle-ci doit être fondée sur :

- des processus décisionnels au niveau stratégique associant l'Etat, collectivités territoriales, fédérations culture et d'éducation populaire, représentants professionnels et usagers des établissements d'enseignement général et spécialisé à tous les niveaux
- au niveau pilotage nous retrouvons également les établissements d'enseignement (général et spécialisé), les institutions culturelles du territoire, comités d'entreprise et d'établissement, dans le cadre d'un plan national laissant la plus grande marge d'action possible aux acteurs opérationnels à tous les niveaux
- les modalités de pilotage opérationnel et de fonctionnement seront laissées aux acteurs impliqués dans le comité de pilotage
- des objectifs qui seront définis et contrôlés collectivement (et transmis) à chaque niveau

Soulignons d'emblée un premier frein important : certains acteurs (notamment les acteurs politiques élus) imposent des temporalités courtes aux différents acteurs de l'EAC qui sont, comme tout acteur de l'éducation, sur des temporalités longues.

- Il est vain de tenter des mises en œuvre et des évaluations de politiques publiques à court terme dans l'éducatif

Les démarches d'EAC sont dans un ancrage territorial de proximité : une démarche éducative s'ajuste, se qualifie, partage ses questionnements, publie ses modalités, ses résultats etc ... Cette démarche doit construire son économie mais elle doit être désintéressée et animée d'une volonté de s'enrichir dans la coopération : ceci est antinomique avec une prestation commerciale ciblée, ponctuelle, qui trouve sa valeur dans un système de mise en concurrence. Les acteurs culturels des territoires de proximité ne sont pas les opérateurs d'une commande publique.

Nous proposons que les collectivités publiques soutiennent les différents acteurs de la **culture par**

- des subventions de fonctionnement (conventions)

-des appels à projets très ouverts en termes de contenu et de durée, c'est-à-dire que nous souhaitons le moins de commande publique possible pour que les acteurs puissent exprimer et exercer **une réelle capacité d'initiative et d'expérimentation pluri partenariale**

Il est indispensable que les évaluations des différents dispositifs et démarches EAC soit mis dans l'espace public, à la connaissance de la population et des acteurs.

Il est indispensable que la société française s'enrichisse de l'expérience de nos partenaires d'autres pays au niveau européen et international . Pour cela, nous savons que les rencontres, les expérimentations, les contributions et les échanges ne pourront être soutenus que si nous gardons un système de financements croisés : Europe, Etat, collectivités départementales et régionales.

Un des leviers de coopération territoriale et partenariale le plus évident : **l'existence d'un lieu commun et partagé au niveau local (intercommunal) pour la diffusion des pratiques artistiques et culturelles en amateurs, pour les auditions ou travaux des cours et ateliers de formation, rencontres pédagogiques publiques,...**

L'expérience acquise par les MJC au niveau local auprès de la population dans l'animation de dynamiques d'acteurs leur confère une légitimité et des atouts pour gérer et animer un lieu public partagé pour la diffusion des pratiques. C'est en tous cas une des contributions qu'elles pourront apporter pour la gestion de lieux, dans ou en dehors de la MJC.

A titre d'exemple, nous citons les partenaires de la MJC Harteloire à Brest, en termes de capacité à fédérer du partenariat, pour leur seul « Festival Pluies d'images » qui dure chaque année, deux mois et demi.

Soutiens 2013 : **Conseil Général du Finistère, Ville Brest, Crédit Mutuel Arkéa, Réseau des Bibliothèques Municipales de Brest, Grenier photo, Ville de Guipavas, Don Bosco, CAT Veolia Transport, et Comité d'Établissement du Crédit Mutuel.**

Partenaires de l'édition 2013- Brest : Ville de Brest / Le Mac Orlan / Réseau des Bibliothèques Municipales de Brest / Médiathèque de Lambezellec / Médiathèque de St

Martin / Médiathèque de la Cavale Blanche / Mairie de quartier de Lambézellec / Maison de Quartier de Lambézellec / Centre Social de Kéréderm / Centre de Formation des Apprentis de l'Industrie / École Paul Dukas / Foyer de Jeunes Travailleurs Michelet (L'AILE) / Maison de la Fontaine / Centre d'accueil de jour et Résidence Ker Digemer (Les Amitiés d'Armor) / Patronage Laïque Sanquer / Patronage Laïque Lambézellec / Patronage Laïque Guérin / Foyer Kervallon (Don Bosco) / Université de Bretagne Occidentale / La Petite Librairie / Zédélé. **Guilers** : L'Agora, **Saint-Renan** : Médiathèque Ti ar geriou Bourg Blanc : Médiathèque / Musée de la photo **Guipavas** : L'Alizé / Ville de Guipavas **Le Relecq-Kerhuon** : Comité d'Établissement du Crédit Mutuel / Crédit Mutuel Arkéa / Ville du Relecq-Kerhuon **Plougastel-Daoulas** : Médiathèque Anjela Duval / Cinéma l'Image / Espace Avel Vor

THEMATIQUE 3 -« Prendre en compte la diversité des modes d'accès des jeunes.. »

Il s'agit pour nous de prendre plutôt en compte la diversité des personnes dans leur rapport au sensible, dans leurs modes et rythmes de vie, modes de transmission et d'apprentissage, des modes de pratiques (individuelles, collectives, ponctuelles,...)

Ouvrir un plan national art et culture à tous les jeunes, ce n'est pas prendre en considération d'une part ceux qui ont déjà des pratiques artistiques et culturelles en dehors de l'école et, de l'autre, ceux qui sont privés de liberté (prison , hôpital).

D'un point de vue matériel, nous préconisons d'ouvrir plus de lieux d'accueil et de culture « généralistes », de mêler les pratiques car il est plus valorisant pour un jeune de faire des activités d'accompagnement à la scolarité dans une MJC , un musée ou tout autre lieu de culture, que dans une salle isolée d'un établissement scolaire sans vie le soir.

Du point de vue des valeurs, nous pensons que la valeur essentielle de la culture pour les jeunes c'est leur capacité d'engagement, c'est mettre en action cette capacité.

A ce titre, toutes les initiatives et actions permettant de **relier l'espace privé à l'espace public** dans le champ des pratiques artistiques et culturelles des jeunes devront être encouragées. Il y a un réel enjeu pour la personne à exposer sa parole, son écrit, sa production sonore ou visuelle , son émission de radio, etc ..., dans l'espace public. C'est pour nous le levier le plus important pour la construction et l'émancipation de la personne.

Des exemples : le Conseil des musiciens ouvert aux jeunes de la MJC de Rambouillet, les multiples formes d'engagement citoyen qu'ouvre la MJC de Ris Orangis, les jeunes de 4 MJC des Côtes d'Armor qui conduisent depuis 2010 « Murs Murs » avec des jeunes de Palestine, Allemagne, Bosnie et Irlande, un projet pluridisciplinaire (danse, écriture,...) , interculturel et international.

Thématique 4

Nous citerons ici deux exemples témoignant des caractéristiques de notre action dans ce domaine :

1) Le projet MEDIA CITOYENS, en Ile de France, réunit depuis quatre ans les fédérations MJC, Centres sociaux , Régies de quartier, l'association Parlez cités : il a fédéré 9 structures locales qui portent des sites franciliens d'expérimentation sur le web 2. Aujourd'hui, nous nous associons avec le CNAM, avec six autres structures travaillant sur des applications numériques novatrices et des outils d'interface ainsi qu'un organisme de presse citoyenne pour développer l'expérimentation au niveau européen. La MJC de Nogent

sur Marne, a créé une école de journalistes en herbe, tandis que la MJC de Chilly Mazarin ouvre sa Fabrique d'images aux Actualités démocratiques,...

2) les conditions d'émergence de nouvelles formes d'activité dans les MJC permettent à des ateliers artistiques, scientifiques,... existants, d'expérimenter des techniques numériques créant ainsi des formes ou esthétiques nouvelles comme le VJ ing, des web radios, web tv, des ateliers broderie en ligne,...

Thématique 5

Les MJC ont une liberté de recrutement et de formation de leurs professeurs / animateurs d'activité, ce qui leur permet d'embaucher des personnes compétentes au parcours atypique, souvent des artistes ou des créateurs dans différents domaines, de mettre en œuvre des plans de formation pour acquérir et/ou consolider des compétences(artistiques, techniques, pédagogiques,...).

Aujourd'hui , les MJC sont des stratégies de mutualisation de formation des personnels éducatifs entre MJC mais aussi entre MJC et Conservatoires.

Exemple, dans les Hauts de Seine, les MJC de Saint Cloud, Chaville, Sceaux et Ville d'Avray ont réalisé une étude approfondie réalisée avec l'appui de leur fédération régionale et en lien avec les attentes du Conseil général sur les attentes des adhérents, les pratiques pédagogiques de leurs intervenants artistiques, les pratiques de recrutement et de formation des MJC, les pratiques articulant les apprentissages, la fréquentation de spectacles professionnels,... Aujourd'hui, elles construisent avec l'ARIAM un plan de formation mutualisé pour l'ensemble de leurs intervenants musique.

Les obstacles : Sur le terrain local, quand les différents acteurs veulent mettre en œuvre/participer à des formations mixtes, **la diversité des statuts des personnes** ayant un rôle à jouer dans la décision du projet ou sa mise en œuvre, et qui veulent se former ensemble, c'est-à-dire, dirigeants associatifs bénévoles –(fonds FDVA), professionnels permanents (OPCA : Uniformation), les artistes-intervenants (autres OPCA), fonctionnaires territoriaux (CNFPT ou CENT) , les élus (autres fonds), rend très difficile le montage administratif et financier du projet de formation
Il y a là une piste de progrès vers la simplification des procédures et le croisement des fonds.